



Le renouvellement du mandat de la Minustah en Haïti est une gifle pour la population haïtienne, selon la Plateforme des organisations haïtiennes des droits humains (POHDH). Le gouvernement haïtien est, selon le secrétaire exécutif de la plateforme, Antonal Mortimé, le principal responsable de cette décision du conseil de sécurité de l'ONU pour n'avoir rien fait pour assurer la sécurité dans le pays, pour protéger les droits de la population et créer un minimum de stabilité dans le pays.

Le renouvellement de la Minustah pour une année de plus dans le pays, est du au fait que le gouvernement actuel n'a rien fait pour créer la stabilité , selon la POHDH.

Le secrétaire exécutif de la plateforme, Antonal Mortimé, a souligné, comme exemple, l'incapacité du pouvoir en place à organiser des élections dans le pays. Dans les mairies, ce sont des agents exécutifs, dont beaucoup d'entre eux sont repris de justice, qui dirigent à la place des élus, a déploré M. Mortimé.

Ce renouvellement de mandat traduit un mépris pour une série de revendications et protestations contre la présence de la Minustah par différents secteurs de la société haïtienne, selon la POHDH.

Écrit par WJL/HPN

Mercredi, 15 Octobre 2014 14:44

Cet acte montre également que l'ONU n'a pas tenu compte d'un ensemble de torts irréparables commis par les casques bleus à la population haïtienne tels : l'introduction du cholera en Haïti, les cas de bastonnades et de viols, a fait savoir le responsable de la POHDH.

Le défenseur des droits humains dit espérer que le gouvernement va prendre note de cette décision afin qu'il prenne sa responsabilité pour obtenir le départ des casques bleus en 2015. Il invite également la population à continuer à se mobiliser contre la Minustah et contre tous ceux qui supportent sa présence en Haïti.

Wilner Jean Louis

jnlouis2010@yahoo.fr